

ALAIN DENEAULT

LE TOTALITARISME PERVERS

D'UNE MULTINATIONALE AU POUVOIR



Aux origines
de la médiocratie

■ Rue de l'échiquier

LE
TOTALITARISME
PERVERS

Ce tiré à part du texte *Le Totalitarisme pervers*,
ici revu, enrichi et introduit, constitue une synthèse
de la volumineuse recherche parue sous le titre
De quoi Total est-elle la somme ?
(Rue de l'échiquier/Écosociété, 2017).

ALAIN DENEULT

LE
TOTALITARISME
PERVERS

D'UNE MULTINATIONALE AU POUVOIR

« Total :
qui affecte toutes les parties,
tous les éléments. »

Le Petit Robert

Total

On erre en définissant Total comme une société pétrolière française. Tous les termes de cette assertion portent à confusion : « une », « société », « pétrolière » et « française ».

D'abord, les groupes multinationaux ne font pas *un* par définition, mais se composent juridiquement de plusieurs centaines d'entités. Filiales, trusts, fonds d'investissement, fondations, cabinets spécialisés... ces structures se révèlent indépendantes les unes des autres du point de vue du droit, quoiqu'elles constituent par leur maillage la multinationale comme telle. C'est comme si le droit commercial ne reconnaissait pas une image, mais seulement les pixels qui la forment. Ces différentes structures autonomes répondent exclusivement de la loi de l'État où elles sont respectivement créées, se facturent les unes les autres et peuvent aussi mutuellement se prêter de l'argent. Toutes servent la même communauté d'investisseurs de fait, mais non de droit : un « Groupe » ne constitue pas encore une notion juridique. En cela, Total n'a en rien le statut d'une boutique de quartier valant pour elle-même : la composent, dans 130 pays, 934 sociétés consolidées que son conseil d'administration coordonne au nom de son actionnariat¹. S'il s'agit de se la figurer telle une pieuvre de taille mondiale, les différents États où se trouvent agissants ses tentacules ne légifèrent que sur ceux-ci pris isolément, feignant de penser que leur mouvement n'obéit juridiquement à aucun cerveau, ni à rien d'autre qu'eux-mêmes. Quant à Total, les filiales du Qatar, du Myanmar, de la Bolivie, des États-Unis, des Bermudes, de la Grande-Bretagne et d'Algérie n'entretiendraient officiellement aucun lien avec la maison mère de La Défense, laquelle en organise pourtant les

1 « Filiales de la Société », *Document de référence 2016*, Total, 16 mars 2017, p. 49.

opérations de fait. Tout au plus, de rares lois, telles que celle édictée sur le «devoir de vigilance» votée en 2017 par l'Assemblée nationale française, forcent-elles ce lien de solidarité en cas de violation extrême des droits fondamentaux². Pour le reste, Total pèse de tout son poids à travers ses filiales dans chacun des États où elle en crée, bien qu'aucun d'eux, en revanche, ne sache légiférer à l'échelle mondiale où la firme étend effectivement son empire. Chaque filiale s'ancre dans son territoire à la manière d'un acteur local³, tout en relevant d'intérêts financiers supérieurs. La bien nommée «multinationale» trouve ainsi toute latitude dans une mondialisation financière qui lui permet d'échapper à la portée des législations et des juridictions. Se liguant aux autres multinationales pour développer avec les pouvoirs publics un rapport de domination, elle se fait forte d'une maîtrise exclusive de l'accès aux richesses.

Ensuite, «Française», Total ne l'est plus qu'à hauteur de 28 %⁴. Et seuls 16 % des titres que détiennent les investisseurs institutionnels – ceux qui contrôlent en réalité la firme – sont français⁵. On se partage à l'extérieur de l'Hexagone 72 % du capital de Total. La République française n'en possède plus du tout directement. Seuls quelques fonds publics disposaient encore de 0,31 % de ses titres en 2015. Des vagues de privatisation successives ont amené la France à se départir de ses titres boursiers dans la Compagnie française des pétroles (CFP, titulaire de la marque «Total») ainsi que dans la Société nationale

2 Olivier Petitjean, «Le Conseil constitutionnel censure partiellement la loi sur le devoir de vigilance des multinationales», *Observatoire des multinationales*, 24 mars 2017.

3 Joseph Oscar Gnagbo, «Total Maroc : 90 ans et ça carbure encore !», *Les Éco*, 8 mai 2017.

4 «Répartition de l'actionnariat par zone géographique», France : 27,7 %, Amérique du Nord : 36 %, Reste de l'Europe : 12,2 %, Royaume-Uni : 12,2 %, Reste du monde : 8,1 %»,

Document de référence 2016, Total, *op. cit.*, p. 4.

5 «Structure de l'actionnariat, par catégorie d'actionnaires : Salariés du Groupe : 4,9 %, Actionnaires individuels : 7,9 %, Actionnaires institutionnels : 87,2 %, dont : 16,2 % en France, 12,2 % au Royaume-Uni, 15,5 % pour le reste de l'Europe, 35,4 % pour l'Amérique du Nord, 7,9 % pour le reste du monde», *Total.com*, estimation au 31 décembre 2016.

Elf Aquitaine (dépositaire de la marque « Elf »), lesquelles, au terme de tractations serrées, ont formé, avec PetroFina, la Total que nous connaissons depuis le début de ce siècle. Les autorités politiques chinoises, le pouvoir qatari, le fonds souverain norvégien, pour leur part, en sont devenus depuis d'importants actionnaires, sans parler de familles agissant officieusement comme des gouverneurs dans leurs pays, par exemple les Frère de Belgique ou les Desmarais du Canada, ces derniers ayant occupé un siège au conseil d'administration de Total de 2000 à 2017. Aujourd'hui, la société multinationale de gestion d'actifs Blackrock, aux États-Unis, est la première actionnaire de Total⁶. Les principaux détenteurs de titres proviennent sinon du Royaume-Uni, de Belgique, de Suède ou encore de différents paradis fiscaux⁷. La firme a émis à ce jour 2,5 milliards de titres qui ne sont détenus par aucun actionnaire de référence⁸ et a versé en 2017 6,1 milliards d'euros de dividendes pour satisfaire la soif des investisseurs⁹. Total étant dégagée de tout lien actionnarial avec l'État, son caractère « français » ressort peu, hormis dans ses stratégies de communication. « En 2012, 65 % de ses capitaux dans le raffinage et la pétrochimie étaient concentrés en Europe, mais le pétrolier français souhaite inverser la tendance en portant la part de ces capitaux en Asie et au Moyen-Orient à 70 % d'ici 2017¹⁰ », lisait-on récemment dans la presse spécialisée. La firme a beaucoup misé sur des superstructures de raffinage comme celle de Jubail, en Arabie saoudite : quelque quatre milliards d'euros en investissements lui assureront une production de

6 « Évolution de la répartition des principaux actionnaires », *Total.com*, 31 décembre 2016, et Denis Cosnard, « Ces dix ans qui ont chamboulé les entreprises françaises », *Le Monde*, 28 février 2017.

7 Données tirées de la banque de données Lexis Nexis World Compliance, 2016.

8 Exactement 2 500 706 749, cf. *Tradingset.com*, 4 août 2017.

9 « Les firmes du CAC 40 vont verser 46 milliards de dividendes », *AFP/Le Point*, 4 avril 2017.

10 « Le raffinage français est-il condamné ? », *Énergies & environnement*, 9 mars 2015.

400 000 barils par jour¹¹. Les exigences sociales et fiscales y sont moindres qu'en France. Dans cette perspective mondiale où Total conçoit ses stratégies indépendamment de toute appartenance nationale, la France fait figure de pays comme un autre. Seuls comptent les enjeux d'affaires. Ainsi, « un peu plus de trois ans après avoir fermé son vapocraqueur de Carling, en Moselle, Total réinvestit dans la pétrochimie... aux États-Unis », constate Anne Feitz du quotidien financier *Les Échos*¹². Suave, le maire de Pau, François Bayrou, a choisi pour sa part d'évoquer en mars 2017 un « ressenti d'éloignement entre la multinationale et la société française¹³ ». De huit raffineries, la firme est passée à cinq sur le territoire de la métropole, six si l'on considère aussi les sites de pétrochimie. Il s'agit désormais de pôles souvent déficitaires ou d'installations converties en niches. Le site de La Mède en Provence se spécialise par exemple dans les agrocarburants et celui de Donges dans l'estuaire de la Loire produit du gazole en fonction des normes européennes, tandis que les plateformes de Feyzin près de Lyon et de Grandpuits en Seine-et-Marne ne fonctionnent pas à plein régime¹⁴. Même le site normand de Gonfreville-l'Orcher, pratiquant tant le raffinage que la pétrochimie, fait l'objet de mises à pied successives¹⁵. En ce qui regarde le domaine strictement pétrochimique, les infrastructures Carling Saint-Avold en Moselle se consacrent désormais aux polymères et résines d'hydrocarbures¹⁶, tandis qu'on

11 « Total en Arabie saoudite », *Total.com*, août 2016, et Ludovic Dupin, « Jubail : les dix chiffres vertigineux de l'une des plus grandes raffineries du monde », 26 mars 2014.

12 Anne Feitz, « Pétrochimie : Total mise sur le gaz de schiste américain », *Les Échos*, 28 mars 2017.

13 Thomas Longué, « Le centre de mesures physiques des roches de Total inauguré à Artigueloutan », *Sud Ouest*, 24 mars 2017.

14 « Le raffinage français est-il condamné ? », *op. cit.*

15 « Plate-forme Total au Havre : un plan social en préparation », *Normandie.fr*, 26 octobre 2016 ;

et « Normandie : un nouvel élan pour notre plus grande plateforme française », *Total.com*, document non daté, page consultée le 10 décembre 2016.

16 « Total inaugure sa nouvelle plateforme pétrochimique de Carling », communiqué de presse, Total, 12 mai 2017.

destine à terme celles maintenant fermées de Dunkerque au traitement de biomasse de 2^e génération¹⁷. En Europe, le site d'Anvers est le plus important du groupe¹⁸.

D'un point de vue fiscal, l'éclatement des entités de la firme dans des législations qui se comptent par dizaines se révèle fort avantageux. Officiellement, le groupe s'engage en 2015 à faire disparaître ses filiales aux Bermudes, aux îles Caïmans et aux îles Vierges britanniques, soit des législations « considérées comme des paradis fiscaux¹⁹ » ou « réputées être des paradis fiscaux²⁰ », déclarera-t-il de façon alambiquée. Mais une fois l'effet d'annonce passé, on apprend que les composantes offshore des consortiums que Total ne contrôle pas majoritairement resteront actives, la pétrolière disant ne pas avoir les moyens de les faire fermer. Les associations Oxfam, Solidaires, Sherpa, Survie, Secours catholique et CCFD-Terre Solidaire signalent en outre que Total fait preuve de quelques libertés dans sa façon de définir ces législations ultrapermissives. Dans un communiqué conjoint, les associations notent, en se référant à la liste des paradis fiscaux de l'organisation Tax Justice Network, que « Total comptabilise en réalité 178 filiales dans des territoires opaques, soit près de 20 % de l'ensemble de ses filiales²¹ » ! Avec un manque flagrant de rigueur, la multinationale n'a pas jugé bon de compter parmi les législations « considérées » ou « réputées être » des paradis fiscaux des pays aussi controversés en matière de passe-droit fiscal que le

17 « Total en France », *Total.com*, page consultée le 16 mai 2017, et Olivier Dufourg, « Total : "D'une mission industrielle à une mission de services" », *La Voix du Nord*, 23 mai 2017.

18 Pierre Loppe, « Total va investir 1 milliard d'euros à Anvers », *La Libre Belgique*, 27 avril 2013.

19 « Total va rapatrier neuf filiales situées dans des paradis fiscaux », *AFP/Le Monde*, 4 mars 2015.

20 Jean-Michel Bezat, « Le groupe "va sortir des paradis fiscaux" », *Le Monde*, 31 janvier 2015.

21 Manon Aubry (Oxfam), Vincent Drezet (Solidaires), Laetitia Liebert (Sherpa), Mathieu Lopes (Survie), Grégoire Niaudet (Secours catholique) et Lucie Watrinet (CCFD-Terre Solidaire), « Total ferme 9 filiales dans les paradis fiscaux : il en reste 169 ! », *Mediapart*, 7 mars 2015. Lire aussi : Olivier Petitjean, « Pays-Bas — Transparence fiscale : les filiales "oubliées" de Total », *Observatoire des multinationales*, 1^{er} juin 2015, et Olivier Petitjean, « Paradis fiscaux : les limites de l'opération transparence de Total », *Basta !*, 10 mars 2015.

Luxembourg, les Pays-Bas ou la Suisse ! On a considéré uniquement les législations de complaisance stéréotypées, celles des dépendances de la Couronne britannique. Selon Olivier Petitjean de l'Observatoire des multinationales, c'est près d'une filiale de Total sur cinq liée à la gestion de l'exploration et de la production énergétiques qui était enregistrée offshore en 2015²². La firme ne paie toujours pas d'impôt sur les sociétés en France, traîne devant les mécanismes opaques de règlements de différends un pays comme l'Ouganda dès lors qu'il tente de faire valoir son système de taxation auprès d'elle²³ et se trouve citée dans les « MaltaFiles » portant sur l'évitement fiscal pratiqué par les multinationales dans l'île de Malte²⁴. Il ne semble pas que le nouveau cadre fiscal de l'OCDE suivi par une soixantaine de pays empêche complètement ce type de manœuvre ; la notion de « groupe » n'est toujours pas considérée en droit ; les multinationales cèdent à loisir à leurs filiales offshore les lucratifs droits de propriété intellectuelle qui amènent les autres entités du groupe à lui transférer des fonds qui ne seront pas imposés²⁵... De guerre lasse, les associations continuent de jeter une lumière crue sur les acrobaties administratives de la firme. Oxfam, ONE et Sherpa ont relevé en 2017 que les paiements effectués par Total à la compagnie pétrolière étatique en Angola diffèrent de l'ordre de 100 millions de dollars avec ce que cette dernière prétend avoir perçu. Ces fonds se sont-ils trouvés détournés ?

22 *Ibid.*

23 Mélanie Riber, « Total, La ruée vers l'Est », *Billets d'Afrique*, Association Survie, février 2017, n° 265, p. 9.

24 Yann Philippin, « "Malta Files" : l'île aux trésors fiscaux qui prive l'Europe de milliards d'euros », *Mediapart*, 19 mai 2017, et « "Malta Files" : Des multinationales dont Bouygues, Total et Ikea épinglées pour évasion fiscale à Malte », *Huffington Post*, 19 mai 2017.

25 Anne Michel, « Une avancée dans la lutte contre l'évasion fiscale des multinationales », *Le Monde*, 7 juin 2017 ; « L'évasion fiscale des multinationales a encore de beaux jours devant elle », Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires, 5 octobre 2015, et « Le plan d'action BEPS de l'OCDE va-t-il permettre de mieux lutter contre les pratiques d'évasion fiscale des entreprises multinationales ? », Plateforme Paradis fiscaux et judiciaires, 5 octobre 2015.

Cet écart pourrait notamment s'expliquer par « un détournement de la part de la compagnie pétrolière angolaise, ou par la mise en place par Total d'un système destiné à payer moins d'impôt en Angola²⁶ ». Pour apaiser les esprits, le ministre de l'Économie, Michel Sapin, a rapidement amené le parlement français à voter une loi prévoyant la création de l'Agence française anticorruption, exclusivement destinée à surveiller le comportement en la matière de grands groupes tels que Total²⁷.

Du reste, Total « la pétrolière » se consacre de moins en moins au pétrole et à la pétrochimie : elle diversifie radicalement ses activités afin de se positionner comme énergéticienne dans les secteurs qui seront en vogue lorsqu'elle et ses semblables auront épuisé les derniers sites pétroliers accessibles. Certes, Total compte exploiter ses puits jusqu'à la moindre goutte et même risquer le développement de nombreux gisements en eaux profondes en Angola, au Brésil, au Congo, aux États-Unis et au Royaume-Uni²⁸. Elle continue en outre d'exploiter les très polluants sables bitumineux canadiens²⁹ et poursuit avec le même déchaînement ses activités de raffinage : en plus de ses installations déjà opérationnelles à Anvers (Belgique), Gonfreville-l'Orcher (France), Jubail (Arabie saoudite), Port Arthur (États-Unis) et Ras Laffan (Qatar), parmi les 19 raffineries et 26 sites pétrochimiques dans lequel elle a des participations dans le monde³⁰, Total

26 Christophe Châtelot, « Total en Angola, Areva au Niger : plus de 100 millions de dollars évaporés », *Le Monde*, 13 avril 2017.

27 Hélène Gully, « À quoi va servir l'Agence française anti-corruption ? », *Les Échos*, 23 mars 2017.

28 « Sénégal : Total signe des accords pour explorer le potentiel du pays en offshore profond », 2 mai 2017 ; « Qatar : Total obtient une participation de 30 % dans la concession du champ géant d'Al-Shaheen pour une durée de 25 ans », communiqué de presse, Total, 27 juin 2016. Lire aussi : *Document de référence 2016*, Total, *op. cit.*, p. 17-23, et « Offshore profond : le pétrole et gaz dans les grands fonds », dossier, Total, 28 octobre 2015.

29 « Total au Canada », *Total.com*, 2016, et Geneviève Normand, « Total démarre la phase 2 du projet pétrolier Surmont », *ICI Radio-Canada*, 1^{er} septembre 2015.

30 « Une alchimie faite d'excellence opérationnelle et de flexibilité », dans « Transformer et valoriser », *Total.com*, page consultée le 11 juillet 2017.

s'est dotée en Corée du Sud d'une nouvelle plateforme intégrée de raffinage et de pétrochimie et projette la construction d'usines pétrochimiques en Iran³¹. Et en faisant entrer le président du directoire de PSA, Carlos Tavares, à son conseil d'administration en 2017, la firme a semblé vouloir s'engager réciproquement dans le secteur français de l'automobile³². Mais à l'aube des années 2040, sa production se constituera seulement de 35 % de pétrole, contre 50 % de gaz et 15 % d'énergies bas carbone tels que la biomasse, le solaire et le stockage³³. Aujourd'hui, la production de gaz naturel de Total est déjà à peine inférieure à celle du pétrole (un peu plus de 48 % contre moins de 52 %), alors qu'elle n'en représentait qu'un tiers au milieu de la décennie 2000³⁴. S'avouant, à des fins tactiques, responsable du réchauffement climatique en tant que pétrolière, voilà Total qui se métamorphose en gazière pour passer auprès des esprits faibles telle une « solution »³⁵. Si le réchauffement climatique n'a pas raison de l'humanité après que tout ce carburant aura été brûlé, parce qu'on aura jugé nécessaire de le commercialiser, Total aura su orienter ses distingués clients vers ses nouveaux marchés de l'énergie. Elle vise déjà à produire 15 millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié en 2020³⁶. Le PDG du groupe milite à cette fin pour l'établissement d'une taxe sur le carbone,

31 « Total pourrait investir 2 milliards de dollars dans la pétrochimie en Iran », *Reuters.com*, 4 juillet 2017 ; « Daesan : Total à l'heure du marché asiatique », *Total.fr*, 3 juillet 2017, et Robert Brelsford, « Hanwha Total to expand Daesan integrated complex », *Oil & Gas Journal*, 12 avril 2017.

32 « Total propose la nomination de Carlos Tavares (PSA) comme administrateur », *Zone Bourse.com*, 16 mars 2017.

33 « Total et Enertherm signent un accord pour la fourniture d'un combustible liquide bio », *Défense-92.fr*, 24 mai 2017 ; Ludovic Dupin, « Le jour où le patron de Total a été applaudi par le Syndicat des énergies renouvelables », *L'Usine nouvelle*, 2 février 2017.

34 « Le gaz naturel, au cœur de la stratégie de Total », communiqué de presse, Total, 4 avril 2017.

35 Christophe Le Bec, « Interview — Patrick Pouyanné : "Le leader du pétrole en Afrique, c'est Total", *Jeune Afrique*, 12 septembre 2016.

36 Mohamed Amine Hafidi, « Les ambitions marocaines de Total dans le gaz naturel liquéfié », *Le Matin*, 11 juin 2017, et Nicolas Villiers, « Total revoit à la hausse ses ambitions dans le GNL au Maroc et en Afrique du sud », *Le Gaz.fr*, 20 juin 2017.

soit un prix de référence qui intègre les coûts d'émission de CO₂, car le prix du charbon et du pétrole doit servir de repoussoir vers la filière du gaz³⁷. Or, produire moins de pétrole à terme pour favoriser l'extraction de gaz de shale (appelé à tort gaz de schiste), c'est choisir de polluer moins l'atmosphère pour plutôt exposer les nappes phréatiques à de graves risques. Total compte parmi les firmes à même de recourir à la technique hautement problématique de la fracturation hydraulique³⁸ au Danemark, en Grande-Bretagne ou encore en Australie³⁹. La voici déjà aux États-Unis, en Argentine ou en Algérie arrivant ou revenant en force pour extraire ainsi le gaz enfoui dans des roches, en provoquant des remous souterrains qui mettent potentiellement en péril des nappes phréatiques entières⁴⁰. Total se lance sinon dans des projets d'exploitation ou d'exploration gazières en eaux profondes,

37 Béatrice Héraud, « BP, Exxon, Shell et Totaljugent la taxe carbone favorable à leur business », *Novethic*, 21 juin 2017 ; Béatrice Héraud, « La lutte contre le changement climatique, une question de survie pour les entreprises », *Novethic*, 2 juin 2017 ; « Améliorer l'intensité carbone de notre mix de production actuel », *Total.com*, page consultée le 8 juillet 2017, et Ludovic Dupin, « Le jour où le patron de Total a été applaudi par le Syndicat des énergies renouvelables », *L'Usine nouvelle*, 2 février 2017.

38 Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste au Québec, *Les enjeux liés à l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste dans le shale d'Utica des basses-terres du Saint-Laurent*, mémoire présenté dans le cadre des travaux du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, Gouvernement du Québec, 3 juin 2014. Total entend rassurer le commun sur sa méthode, dans un document officiel qui tend néanmoins à nous en confirmer le caractère hasardeux, cf. : « Notre responsabilité : limiter l'impact de nos activités industrielles », *Total.com*, page consultée le 16 mai 2017.

39 « Au Danemark », *Total.com*, mars 2017 ; « Au Royaume-Uni », *Total.com*, mars 2017 ; « En Australie », *Total.com*, mars 2017, et « Gaz de schiste : Total ne "passera pas en force" à Montélimar », *Le Parisien*, 19 janvier 2016.

40 Bertrand Dampierre, « Total va développer la production de gaz de schiste en Argentine », *Société.fr*, 19 juillet 2017 ; Jean-Luc Bourbon, « Total parie sur le gaz de schiste américain », *La Croix*, 28 mars 2017 ; Rabah Reghis, « Total revient en force en Algérie et renoue avec la fracturation hydraulique », *Le Matin d'Algérie*, 2 mai 2017 ; Éric Serres, « Climat. Total fait encore le plein de contradictions », *L'Humanité*, 15 juin 2017, et Anne Feitz, « Gaz de schiste : malgré les déboires passés, Total réinvestit », *Les Échos*, 10 septembre 2016.

comme à Chypre ou en Grèce⁴¹. Elle est la première major à revenir en Iran pour y exploiter à hauteur de 50,1 % un prolifique champ gazier conventionnel en mer représentant des investissements globaux de 4,8 milliards de dollars, près de deux milliards de dollars pour Total en ce qui concerne la première étape⁴². La major s'est aussi dotée d'un méthanier capable de transporter le gaz depuis la zone arctique⁴³.

À travers le gaz, c'est le marché de l'électricité produite à partir de cette énergie première que vise Total, notamment par des investissements massifs au Maroc⁴⁴. Pour faire valoir ses intérêts, elle a un temps compté sur Jean-Louis Borloo, ex-ministre de l'Écologie de Nicolas Sarkozy devenu ensuite «super-lobbyiste de l'électricité en Afrique», selon l'expression du quotidien *Le Monde*⁴⁵. Ce personnage a jeté les bases de relations entre des responsables de fonds d'aide au développement, de dirigeants africains et de sociétés françaises telles que Bolloré, Dassault, EDF, Total ou Veolia, favorables à l'essor d'un vaste marché continental de l'électricité.

41 « Total à Chypre », *Total.com*, août 2016 ; « Total décroche un deuxième contrat d'exploration gazière offshore à Chypre », *AFP/Le Figaro*, 7 mars 2017 ; « ExxonMobil et Total discutent d'une exploration gazière en Grèce », *Reuters/Les Échos*, 19 mai 2017, et « Total va signer un permis d'exploration gazière en Grèce-source », *Reuters/Les Échos*, 16 mars 2017.

42 Benjamin Mallet, « Total fait son grand retour en Iran avec le contrat South Pars », *Reuters France*, 3 juillet 2017 ; Antoine Peillon, « L'Iran et le groupe Total signent un accord stratégique », *La Croix*, 3 juillet 2017 ; *L'Essentiel* 2017, Total, 2017, p. 6 ; « L'Iran inaugure cinq phases du champ gazier de Pars Sud », *AFP*, 16 avril 2017, et « Iran : Total signe un protocole d'accord en vue de développer la phase 11 du champ gazier géant de South Pars », communiqué de presse, Total, 8 novembre 2016.

43 Ludovic Dupin, « Un méthanier nommé "Christophe de Margerie" », *L'Usine nouvelle*, 2 avril 2014, et « Total prendra part à un nouveau mégaprojet gazier dans l'Arctique russe », *AFP/Libération*, 3 juillet 2017.

44 Mohamed Amine Hafidi, « Les ambitions marocaines de Total dans le gaz naturel liquéfié », *Le Matin*, 11 juin 2017.

45 Joan Tilouine, « Le missionnaire », *Le Monde*, 3 décembre 2015, et Odile Benyahia-Kouider et Jean-François Juliard, « Borloo, fournisseur de l'Afrique en électricité façon courant... d'air » et « Une fondation qui ne manque pas de fonds », *Le Canard enchaîné*, 15 mars 2017.

En outre, Total voit déjà le jour où elle vendra directement du gaz au détail, y compris en tant que carburant dans ses stations-service, de même que l'électricité⁴⁶.

Outre le pétrole et le gaz, une part importante de la production énergétique de la multinationale passera par les énergies dites nouvelles. D'ici 2035, le PDG de Total se fixe comme objectif de dégager grâce à elles au moins 20 % de ses bénéfices et de son chiffre d'affaires⁴⁷. Ce pourcentage est certes dérisoire s'il s'agit de plaider sous ce prétexte la « transition énergétique⁴⁸ », mais il témoigne du contrôle considérable que s'octroie cette firme dans des secteurs alternatifs, qui ne lui paraissent donc en rien menaçants. À l'instar des groupes chimiques BASF, Bayer et Monsanto qui imposent leur hégémonie jusque dans le domaine de l'agriculture biologique⁴⁹, Total récupère les marchés concurrentiels au pétrole et s'emploie à faire de son épuisement le marché de demain. La filière « Gas, Renewables & Power » (en anglais dans le texte) constitue désormais son quatrième grand secteur d'activité, en marge de l'Exploration-Production, du Raffinage-Chimie et du Marketing & Services⁵⁰. « Le secteur Gas, Renewables & Power est destiné à porter l'ambition du Groupe dans les énergies bas carbone à travers le développement dans l'aval gaz et dans les énergies renouvelables »,

46 « Total envisage de vendre gaz et électricité sous sa marque », Reuters/Le Figaro, 20 juin 2017 ; « Total achète le 3^e opérateur de GNV d'Europe », *Le Journal Économique.com.*, 8 mai 2017 ; « Total : acquisition de la société néerlandaise PitPoint », *Cercle Finance.com*, 3 mai 2017 ; Iwen Layec, « GNV : Total se lance », *Stratégie logistique.com*, 21 mars 2017 ; « Total envisage de vendre gaz et électricité sous sa marque », Reuters/Le Figaro, 20 juin 2017, et Matthieu Pechberty, « Total vise 5 millions de clients dans le gaz et l'électricité », *BFM Business.com*, 3 juillet 2017.

47 « Nos objectifs et résultats », infographie, *Total.com*, document consulté le 3 juillet 2017 ; *Intégrer le climat à notre stratégie*, rapport, Total, mai 2017, p. 8, et « Avenir de l'énergie : Patrick Pouyanné présente l'ambition de total », *Total.com*, avril 2017.

48 *Total : Une stratégie climat en trompe-l'œil*, rapport, 350.org et Observatoire des multinationales, 2017, p. 13 et suiv.

49 Mathilde Roy, « Monsanto se met au bio », *L'Actualité*, 31 janvier 2014.

50 « Total : annonce une nouvelle organisation », *Cercle Finance.com*, 21 mars 2017.

déclare-t-elle dans son style inimitable, en confondant dans une même catégorie des filières aussi variées que le gaz, le solaire et les agrocarburants. Se faisant de cette manière le chantre de l'économie propre, Total produit donc en masse des panneaux photovoltaïques ainsi que des centrales solaires⁵¹, pourtant exigeants en métaux lourds⁵². La multinationale, déjà en contrôle de Sunzil (ex-Total Énergie), s'est hissée parmi les premières productrices mondiales d'énergie solaire après avoir acquis en 2011 l'états-unienne SunPower. Elle a fait de même avec Saft en 2016, pour régner dans le secteur de la batterie de pointe et du stockage d'énergie⁵³. Total poursuit par ailleurs ses recherches dans la filière du captage du CO₂ avec le soutien de l'État norvégien⁵⁴. Cette nouvelle pratique table sur des solvants capables dans certaines conditions de convergence avec le CO₂ et sur le stockage sous terre de dioxyde de carbone⁵⁵. Total se positionne de manière « précompétitive » dans ce domaine en vue d'une demande technique sur le marché du carbone qui viendra de la Chine à court terme.

51 « Sunzil bâtit la plus grande centrale solaire de Nouvelle-Calédonie », *Clicanoo.re*, 1^{er} juin 2017 ; « Japon : Total lance la construction de la centrale solaire Miyako Solar Park », 23 mai 2017, et « Notre ambition : devenir un leader mondial du solaire », *Total.com*, page consultée le 3 juillet 2017.

52 Philippe Bihouix, *L'Âge des Low Tech. Vers une civilisation techniquement soutenable*, Paris, Seuil, p. 61 et suiv., et Ronan Levilly, « Panneaux photovoltaïques, les déchets du futur », *Hygiène et sécurité au travail*, n° 237, décembre 2014, p. 92 et suiv.

53 « 200th Satellite Equipped With Saft Lithium-Ion Batteries Set To Launch », communiqué de presse, Saft, 19 juin 2017 ; Benjamin Cano, « Le stockage d'énergie par batterie : un avenir prometteur ? », *Le monde de l'énergie.com*, 22 mai 2017 ; Bruna Basini, « Le PDG de Total : "Le monde aura besoin longtemps de pétrole" », *Le Journal du Dimanche*, 11 décembre 2016, modifié le 23 mars 2017, et « Sunzil, l'expert du photovoltaïque en zone insulaire », *Sunzil.com*, page consultée le 10 juillet 2017.

54 « Captage stockage CO₂ : une solution en faveur du climat », *Total.com*, novembre 2015, et Dominique Pialot, « Total prêt à construire le nouveau monde de l'énergie », *La Tribune*, 20 avril 2017.

55 « Captage Stockage de CO₂ : une solution en faveur du climat », *op. cit.*

